

Irak : évaporation des fonds pour la reconstruction

Partage international n° [205](#) - Septembre 2005

La vérité apparaîtra - grâce aux efforts d'hommes tels qu'Ed Harriman, journaliste et réalisateur de documentaires de télévision, qui a enquêté sur les aspects financiers de la « libération » de l'Irak, à partir des résultats d'audits menés par des experts. Dans un article détaillé et cinglant intitulé *Alors, M. Bremer, comment cet argent s'est-il évaporé ?* publié en juin 2005 dans le *London Review Books*, E. Harriman présente l'enquête sur l'usage de ces milliards.

L'article débute en donnant un exemple de la débauche et de la corruption des Irakiens et des Américains en Irak : « *Le 12 avril 2004, le gouvernement provisoire de la coalition (CPA) à Erbil, dans le nord de l'Irak, remit 1,5 milliard de dollars cash à un correspondant local. L'argent, des billets de 100 dollars neufs emballés sur des palettes qui avaient nécessité l'emploi de trois hélicoptères Blackhawk, provenait de ventes de pétrole dans le cadre du Programme pétrole contre nourriture des Nations unies, et avait été confié par les Nations unies aux Américains pour être dépensé par le peuple Irakien. Le CPA n'a pas contrôlé correctement le correspondant, et par conséquent, selon un rapport d'audit de l'inspecteur général du CPA « le risque de perte ou de vol de cet argent liquide était considérable ».*

Paul Bremer, proconsul américain à Bagdad jusqu'en juin 2004, conserva une caisse noire de 600 millions de dollars en cash pour laquelle aucun registre n'a été tenu... « *200 millions étaient conservés dans un ancien palais de Saddam, dans une pièce gardée par un soldat américain qui avait l'habitude de laisser la clef sur son bureau quand il allait manger. Là encore, il s'agit d'argent irakien, non de fonds américains.* »

Combien d'argent a disparu ? Alors que la guerre en Irak se terminait, de vastes sommes étaient allouées aux autorités intérimaires américaines sous les ordres de Paul Bremer. En mai 2003, une résolution du Conseil de sécurité autorisa le transfert de tous

les fonds dans un nouveau compte - le Fonds de développement pour l'Irak (DFI), destiné à être dépensé par le CPA « *d'une manière transparente et dans l'intérêt des Irakiens* ». Selon E. Harriman, le fonds comprenait six milliards de dollars issus du Programme pétrole contre nourriture de l'Onu ; au moins 10 milliards de dollars issus de la reprise des exportations pétrolières, et 18,4 milliards des contribuables américains pour la reconstruction de l'Irak, suite à une décision du Congrès. Au total, cela représente au moins 34,4 milliards de dollars consacrés à l'Irak.

Cependant, écrit E. Harriman, « *quand P. Bremer a quitté Bagdad [...] son CPA avait dépensé 20 milliards de l'argent Irakien, et seulement 300 millions de fonds propres américains.* » Si la reconstruction de l'Irak pouvait être comparée au Plan Marshall d'après guerre, explique E. Harriman, la différence était que « *le secrétaire d'Etat à la défense Donald Rumsfeld et Paul Bremer se sont assurés que la reconstruction était payée par les pays « libérés » - les Irakiens eux-mêmes.* » Les auditeurs ont découvert une diversité extraordinaire de transactions douteuses allant de l'absence de preuve comptable à la plus basse corruption. Henry Waxman, un démocrate, a réclamé des rapports d'audit. « *Dans les six mois de l'invasion, écrit E. Harriman, le comité Waxman a obtenu des preuves que la société texane Halliburton * a fait surfacturer les autorités d'occupation pour le pétrole importé du Koweït en Irak, et engrangé une marge de plus de 150 millions de dollars.* » Halliburton demandait 2,65 dollars pour un gallon aux Irakiens, alors que les forces américaines l'achetaient à 1,57 dollar.

« *Les audits ont aussi découvert que 8,8 milliards de dollars ne sont pas parvenus aux ministères du nouveau gouvernement Irakien de Bagdad ; P. Bremer les avait en charge mais il s'est peu soucié de savoir où ils étaient passés. En outre, 3,4 autres milliards prévus par le Congrès pour le développement de l'Irak ont en réalité été utilisés pour financer la « sécurité ».*

Le comité Waxman a demandé au GAO (service de comptabilité générale du Congrès américain) de vérifier les plus gros contrats d'Halliburton avec l'Irak : fourniture de logistique - allant de la fourniture de repas à de la lessive - aux forces

américaines. Le rapport de juin 2004 du GAO montre que les contrats de logistique n'ont pas fait l'objet de mise en concurrence, mais ont été offerts à quelques firmes américaines dont les plus grosses sont Halliburton et sa filiale Kellogg, Brown and Root (KBR) : « Dans les neuf premiers mois d'occupation, KBR faisait ce qu'il voulait en Irak [...], des millions de dollars d'équipements ont disparu. KBR vendit, pour 73 millions de dollars, des caravanes motorisées pour héberger la 101^e Division aérienne, soit deux fois le prix que l'armée avait estimé pour construire des baraquements fixes ; KBR factura 88 millions de dollars pour trois millions de repas aux troupes américaines qui n'ont jamais été servis. »

Le service d'audit du Pentagone, Defence Contract Audit Agency (DCAA), a trouvé des déficiences pratiques, légales et contractuelles dans le système de facturation de KBR au gouvernement, avec absence de preuves des paiements aux sous-traitants qui auraient pu étayer la facturation de KBR.

La corruption américaine sur l'argent irakien a peut-être été pire encore. Les audits ont rapporté que :

- le CPA n'a pas conservé les traces de centaines de millions de dollars en cash dans ses comptes ;

- a attribué des marchés pour des milliards de dollars à des entreprises américaines sans mise en concurrence ;

- n'a aucune idée de ce que sont devenus les fonds de développement pour l'Irak (FDI) dépensés par les ministres du gouvernement intérimaire ;

- des millions de dollars en cash ont disparu de la Banque centrale irakienne, et entre 11 et 26 millions de dollars appartenant à l'Irak et séquestrés par le CPA se sont évaporés ; - des centaines d'employés fantômes ont prétexté des factures et des millions de

dollars ont été payés aux contractants pour des travaux non réalisés - jusqu'à 3 379 505 dollars seulement pour un contrat de réparation d'un pipe line pétrolier.

En octobre 2003, une équipe d'audit internationale (IAMB) a été créée pour établir un état indépendant et international des dépenses du CPA. Elle a montré que les exportations pétrolières irakiennes n'étaient pas quantifiées - personne ne sachant comment l'expliquer. Officiellement, l'Irak a exporté 10 milliards de dollars la première année de l'occupation américaine, mais « il n'existe aucun document justifiant la concurrence limitée pratiquée par les ministres irakiens, les détournements de revenus du pétrole sont possibles, l'exactitude des budgets et des dépenses enregistrées sont difficiles à établir et le produit des ventes de pétrole n'a pas été déposé sur un compte spécial, contrevenant à la résolution 1484 du Conseil de sécurité ».

** Le vice-président américain Dick Cheney est l'ancien président d'Halliburton, une compagnie pétrolière qui fournit aussi des matériels militaires et des services de construction.*

Irak

Sources : The Guardian, G.-B.

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les mensonges dévoilés](#) (Le 15 février 2003, à Londres, Maitreya a été filmé sous les traits d'un Antillais, lors de la marche pour la paix (voir PI, avril 2003). « Je suis fier aujourd'hui d'entendre mes frères et mes sœurs dire la vérité et dénoncer les mensonges. C'est tellement magnifique ! » a-t-il déclaré. Depuis, les mensonges sont de plus en plus dénoncés.)